



## Déraciner le colonialisme



TINIGUENA

Augusta Henriques, fondatrice de Tiniguena, un homologue d'Inter Pares en Guinée Bissau, anime une rencontre avec les résidents locaux de la zone marine protégée communautaire d'Urok dans les îles Bijagos. Inter Pares adhère à l'approche de Tiniguena pour développer le leadership local en matière de protection de la biodiversité.

## Décoloniser le développement

Il y a 45 ans, un groupe de jeunes Canadiennes et Canadiens passionnés par la paix mondiale et la justice retournent au pays après une expérience de volontariat à l'international, désillusionnés, mais motivés. Leur expérience leur a révélé comment l'aide internationale pouvait affaiblir les organisations locales dans les pays du Sud, en imposant des idées du « développement » inspirées de l'eurocentrisme et de la suprématie blanche. Plutôt que d'appuyer des activistes locaux dans leur propre contexte, l'aide internationale recrée souvent des dynamiques coloniales et exacerbe les inégalités.

C'est ainsi que, inspirés par les luttes anti-coloniales, l'émergence d'idées féministes et la mobilisation communautaire, ce groupe de jeunes a fondé un nouveau type d'organisation œuvrant pour la justice sociale : une organisation qui rassemble les activistes du Canada et des pays du Sud afin d'œuvrer pour un changement *inter pares*, ou « entre égaux ».

Inter Pares aspire toujours à défendre le principe qui nous a valu notre nom. Nous travaillons avec des homologues – des organisations locales en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Canada – et entretenons des relations de long terme et fondées **PAGE 4 ▶**

### DANS CETTE ÉDITION

DÉMANTELER  
LE RACISME ET  
L'EXCLUSION  
SYSTÉMIQUES EN  
COLOMBIE

ANTIRACISME ET  
ANTICOLONIALISME  
BIEN ORDONNÉS  
COMMENCENT PAR  
NOUS-MÊME

# Démanteler le racisme et l'exclusion systémiques en Colombie

« Cessez ce que vous faites ou vous en payerez les conséquences. » Manuel Angulo,<sup>1</sup> un enseignant afro-colombien<sup>2</sup> et leader dans sa communauté, ne savait que trop bien à quel point cette menace devait être prise au sérieux. Manuel travaille depuis plus de 20 ans à promouvoir les droits des communautés afro-colombiennes. Une grande partie de son travail consiste à lutter pour l'ethno-éducation : le droit des enfants afro-colombiens à une éducation de qualité et adaptée aux réalités culturelles, qui reflète leur histoire et leurs traditions et qui déconstruit les stéréotypes racistes et les idéologies coloniales prévalant dans le programme scolaire actuel.

**Pour Manuel, l'ethno-éducation n'est pas seulement une obligation du gouvernement ; c'est fondamental pour aider au démantèlement du racisme et de l'exclusion systémiques.**

Au fil des ans, cette lutte et plusieurs autres, incluant le droit au consentement préalable, libre et éclairé concernant les projets de développement affectant les territoires afro-colombiens, ont amené Manuel à assumer plusieurs rôles de leadership. Cela lui a mérité le respect de sa communauté, mais a aussi fait de lui la cible de personnes influentes et investies dans le maintien du statu quo.

La Colombie compte l'une des plus grandes populations afrodescendantes en Amérique latine, représentant approximativement un quart de la population du pays. Les Afro-Colombiens, dont plusieurs des ancêtres ont été kidnappés et victimes de la traite transatlantique des esclaves vers les Amériques, continuent de subir de fortes discriminations. Aux côtés des peuples autochtones, les Afro-Colombiens connaissent un fort taux de pauvreté, exacerbé par des décennies de



Des enseignants afro-colombiens de la côte Pacifique participent à une manifestation dans la ville de Pasto en soutien à l'ethno-éducation.

conflit armé qui les a affectés de façon disproportionnée. Pour Manuel, l'ethno-éducation n'est pas seulement une obligation du gouvernement ; c'est fondamental pour aider au démantèlement du racisme et de l'exclusion systémiques auxquels font face les communautés autochtones et afro-colombiennes.

Depuis la première menace reçue en 2017, Manuel et sa famille ont été forcés à se relocaliser cinq fois et font maintenant partie des 7,5 millions de personnes déplacées en Colombie. L'organisation qu'il dirige – UNAFRO – relève de COMOSOC, une coalition d'organisations et de mouvements sociaux appuyée par Inter Pares. Depuis 2016, plus de 1 000 leaders sociaux, y compris de nombreux membres de COMOSOC, ont été assassinés en raison de leur travail de remise en cause des systèmes fondamentalement injustes.

Les menaces auxquelles font face Manuel et tant d'autres personnes comme lui ne peuvent continuer. Inter Pares poursuivra sa collaboration avec ses homologues colombiens et alliés au Canada afin de demander au gouvernement colombien de prendre des mesures concrètes pour mettre fin aux violences structurelles, de respecter ses engagements pris lors de l'accord de paix en 2016 et de cesser les attaques systématiques à l'encontre des leaders sociaux au pays. ☞

<sup>1</sup> Le vrai nom de Manuel a été changé pour protéger son identité.

<sup>2</sup> Les mouvements afro-colombiens œuvrant pour les droits humains et la justice sociale utilisent généralement la terminologie « populations noires, afrodescendantes, Palenquera et Raizal », qui reflète les différents groupes culturels et démographiques dans le pays. Par souci de synthèse, nous utilisons le terme « afro-colombien » dans cet article.

# Antiracisme et anticolonialisme bien ordonnés commencent par nous-même

Pour plusieurs, 2020 a été une année de conscientisation sur la présence d'injustices dans notre société. La prise de parole en réponse à la mort de Joyce Echaquan, les manifestations du *Black Lives Matter*, sont les contrecoups d'un même système où le pouvoir est réparti inégalement au profit d'un groupe dominant.

La première étape pour affronter ce système est de le nommer, le reconnaître, et le comprendre. La Ligue des droits et libertés, homologue d'Inter Pares, organise des ateliers et partage divers outils éducatifs pour expliquer le racisme systémique : un système d'oppression qui favorise un groupe, et qui défavorise les groupes qui ont été racisés.<sup>1</sup> Parler de « système » permet d'éviter les accusations individuelles et de se focaliser sur les politiques et normes aux effets discriminatoires. Lorsqu'on comprend que les structures de pouvoir héritées d'un passé colonial perpétuent ces injustices, les perspectives pour un changement collectif sont plus grandes. Plutôt qu'être sur la défensive, chacun peut s'ouvrir à la responsabilité individuelle et collective d'un antiracisme proactif.

Le changement passe également par l'amplification des voix des groupes vivant cette exclusion qui demandent le respect de leurs droits. Justicia for Migrant Workers (J4MW) est un groupe militant pour des changements dans le traitement injuste des travailleurs agricoles migrants. En effet, le programme de migrants temporaires en agriculture favorise une division raciale du travail, précarise ce travail agricole essentiel et nie les droits de ces travailleuses et travailleurs racisé-e-s tout en contribuant aux inégalités structurelles mondiales. J4MW a lancé la campagne « *colours of food* » (la couleur des aliments) pour visibiliser les conditions injustes que subissent ces travailleuses et travailleurs essentiels.

La lueur d'une transformation semble poindre lorsque les effets disproportionnés de



Les membres et sympathisant-e-s de Solidarité sans frontières, un réseau de justice pour les migrant-e-s basé à Montréal, défilent dans le cadre de la campagne « Un statut pour tous » en juillet 2020.

la pandémie chez les communautés migrantes ou racisées sont analysés dans les médias ou lorsque Montréal tient une commission sur le racisme systémique. En soi, chaque geste est petit, mais leur multiplication peut peut-être présager une prise de conscience collective. Comme l'a souligné Natasha Kanapé Fontaine, poète et militante Innu, à la suite de la mort de Joyce Echaquan : « Il faut demander justice, il faut demander qu'on puisse enrayer le racisme systémique des institutions de faire en sorte que chaque personne soit traitée avec dignité et avec humanité [...] Il faut absolument qu'on puisse travailler ensemble, lutter ensemble, pour que ça cesse. [...] Il faut appeler à la solidarité et au rassemblement ».<sup>2</sup> 

**Lorsqu'on comprend que les structures de pouvoir héritées d'un passé colonial perpétuent ces injustices, les perspectives pour un changement collectif sont plus grandes.**

<sup>1</sup> *Le racisme systématique...Parlons-en!* Ligue des droits et libertés, juillet 2017. <https://liguedesdroits.ca/brochure-le-racisme-systemique-parlons-en>

<sup>2</sup> *Racisme systémique: Elisapie et Natasha Kanapé Fontaine interpellent Legault.* Valérie Boisclair, Radio-Canada. 1 octobre 2020.

## Décoloniser le développement

Suite de la page 1

sur le respect mutuel et le partage de causes communes. Nous considérons nos homologues comme des activistes et des experts de leur propre contexte local et nous valorisons leur leadership dans nos collaborations. En travaillant au Canada, Inter Pares reconnaît aussi les injustices au sein de nos propres frontières. Notre approche n'est pas celle de la charité, mais est plutôt fondée sur une profonde solidarité.



Jean Symes d'Inter Pares visite des coopératives de transformation alimentaire pour les femmes en compagnie d'Hannah Cheptais, alors coordinatrice du programme kenyan d'ACORD.

Plusieurs des ressources et des privilèges dont nous bénéficions en tant que Canadiennes et Canadiens ont été obtenus par exploitation, à l'intérieur de nos frontières et au-delà. Par la solidarité avec nos homologues, nous nous efforçons d'aborder le pouvoir politique et capitaliste que le Canada exerce au détriment des autres pays. À titre d'exemple, par l'entremise de Mines Alerte Canada et du Réseau canadien sur la

reddition de comptes des entreprises, nous travaillons avec des partenaires au Canada pour tenir responsables de leurs actes le gouvernement canadien et l'industrie extractive. Ce travail a été initié par nos partenaires au Nicaragua, au Ghana et aux Philippines, qui ont souligné, il y a plusieurs décennies, que les initiatives communautaires que nous appuyions étaient affaiblies par les compagnies minières canadiennes. De même, il y a deux ans, lorsque nous avons appris de notre homologue du Burkina Faso, COPAGEN,<sup>1</sup> qu'un consortium, majoritairement du Nord, imposait des technologies risquées et non éprouvées – à savoir des moustiques

génétiquement modifiés – sans en avoir informé ou avoir demandé le consentement de la communauté, nous avons appuyé les activités de recherche et de plaidoyer de nos homologues.

Lorsque nous recueillons des fonds pour des partenaires à l'international, nous faisons ce que nous pouvons pour redistribuer les ressources qui ont été concentrées injustement dans les pays du Nord. Néanmoins, le colonialisme et le racisme par extension sont enracinés dans les systèmes dans lesquels nous devons œuvrer. Malgré la mise sur pied d'une Politique d'aide internationale féministe du Canada, le gouvernement exige que nous « dirigions et contrôlions »<sup>2</sup> les fonds avec lesquels nous appuyons nos partenaires. En tant qu'organisme de bienfaisance enregistré, Inter Pares doit agir comme si les partenaires locaux étaient dépourvus de rôle décisionnel et ne faisaient que mettre en œuvre nos programmes. Ultiment, de telles restrictions n'ont que très peu à voir avec la reddition de comptes, mais expriment plutôt un manque de confiance envers les communautés du Sud – un manque de confiance qui prend sa source de l'eurocentrisme et de la suprématie blanche. À Inter Pares, nous considérons nos relations de long terme avec nos homologues comme étant au cœur d'une approche réciproque de reddition de comptes. Nous faisons le plaidoyer de structures d'aide et d'une politique étrangère féministe ancrées dans un esprit de solidarité et d'égalité.

Il y a tant à faire. Nous ne pouvons atteindre la justice sociale sans démanteler le colonialisme et le racisme. Ce n'est qu'en co-créant de nouveaux systèmes basés sur la confiance, sur le rôle prépondérant des acteurs locaux, sur la justice et la solidarité que nous pourrons, dans tous les sens du terme, œuvrer *entre égaux*. 

**Lorsque nous recueillons des fonds pour des partenaires à l'international, nous faisons ce que nous pouvons pour redistribuer les ressources qui ont été concentrées injustement dans les pays du Nord.**

<sup>1</sup> COPAGEN est la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain et travaille dans neuf pays en Afrique de l'Ouest.

<sup>2</sup> « Direction et contrôle » est une expression utilisée par l'Agence du revenu du Canada.

### INTER PARES

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) K1N 6P1 Canada

Tél : 613-563-4801 ou 1-866-563-4801 (sans frais) • Téléc : 613-594-4704 • info@interpares.ca • www.interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les inégalités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

ISSN 0715-4267 • Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1  
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par Affaires mondiales Canada.



Affaires mondiales  
Canada